

La rupture dans la continuité !

Martial Foucault (martial.foucault@umontreal.ca)

Professeur au département de Science Politique, Université de Montréal

L'élection de Nicolas Sarkozy comme nouveau président de la République française est apparue dimanche soir sans surprise. En effet, depuis l'annonce des résultats du premier tour du 22 avril dernier, le retard de Ségolène Royal paraissait insurmontable (écart de plus de 5 points avec son adversaire) quand bien même la dernière ligne droite a permis de révéler chez la candidate socialiste des qualités nouvelles ou du moins une posture de présidente que l'on ne lui connaissait pas. Par-delà le plébiscite accordé au nouveau président élu (avantage de 1,9 millions de voix), la soirée électorale du 6 mai restera dominée par un contraste saisissant. En effet, nous pouvions observer d'un côté un candidat déjà dans les habits d'un président soucieux, dans le discours, du rassemblement de l'ensemble des Français et une candidate défaite mais radieuse préférant prendre rendez-vous pour de prochaines échéances plutôt que d'afficher les stigmates d'une perdante.

Par leurs stratégies de campagne, les deux candidats ont contribué à une profonde recomposition de l'espace politique français et à une mutation de l'électorat. Un politologue français, Dominique Reynié (IEP Paris), déclarait récemment que la « *France s'installait [désormais] dans une culture de droite* ». Autrement dit, la valse des périodes de cohabitation s'éloigne à grands pas et réduit *de facto* les chances de la gauche d'occuper les plus hautes fonctions exécutives à moyen terme. Le changement du calendrier électoral en 1999 par Lionel Jospin, consistant à précéder les élections législatives de l'élection présidentielle prend ici un relief auto-destructif pour la gauche de gouvernement. Rappelons qu'il s'agit de la première élection depuis 1981 où le candidat du parti politique (ou gouvernement) sortant est réélu. En ce sens, si la France disposait d'une prédisposition sociologique à voter à droite, la gauche bénéficiait régulièrement jusqu'alors d'une contestation du bilan du sortant. Or, en 2007, le candidat Sarkozy sera parvenu à se désinhiber du statut de sortant en prônant paradoxalement la rupture dans la continuité.

Même s'il est encore trop tôt pour tirer un bilan de cette élection, plusieurs enseignements peuvent être tirés et être lus en creux dans la perspective du troisième tour, celui des élections législatives du 12 et 19 juin prochain.

Tout d'abord, le taux de participation élevé (près de 85% lors des deux tours) permet à la France de tourner le dos au cataclysme démocratique de l'élection précédente où J.M. Le Pen avait atteint le second tour. Si le vote utile semble la première explication de ce sursaut civique, il est intéressant de souligner que N. Sarkozy n'a pas hésité à

chasser sur le terrain idéologique du Front National pour assurer sa victoire (1 million de voix en moins pour le FN). Ce recul sans précédent du FN depuis sa percée en 1983 renforce la polarisation à droite et conduit à de nouveaux équilibres électoraux.

Le deuxième enseignement de nature historique est la présence d'une femme au second tour d'une élection présidentielle. Cela permettra sans doute d'amorcer un changement considérable dans la représentation politique d'un pays régulièrement classé comme mauvais élève de l'Union européenne. Et sur ce point, la présence massive de femmes dans les deux camps durant cette campagne a démontré que la vivacité, la férocité et même l'opiniâtreté sont des traits de caractère unisexes.

Le dernier enseignement, et de loin le plus fondamental, concerne la recomposition de l'espace politique français. Contrairement à ce que les résultats laissent penser, le modèle de la bipolarisation politique vit probablement ses dernières heures au profit du bipartisme. En effet, malgré des tentatives de morcellement vers les extrêmes (Le Pen au 2nd tour en 2002 ou encore les bons résultats précédents de l'extrême gauche), la V^e République française avait vu s'affronter des blocs partisans entre eux (bipolarisation). L'émergence de François Bayrou au 1^{er} tour (6,8 millions de voix) risque de n'être qu'une anicroche politique à cette lame de fond vers le bipartisme. Car le système électoral français laisse peu de place pour un troisième parti lors des élections législatives. Et c'est précisément à cette occasion que la thèse du bipartisme pourra être validée et démontrée par un faible nombre de triangulaires (trois candidats présents au second tour) le 19 juin prochain.

Enfin, la victoire de N. Sarkozy s'est construite dans un climat idéologique particulier fait d'instrumentalisation. Entre autres exemples, la valeur travail a rapidement été confisquée par le leader de droite à des fins électoralistes. En observant les préférences de politique publique ayant motivé le vote des Français, la lutte contre le chômage, la politique de sécurité, le financement des retraites et la politique d'immigration ont largement séduit les Français. L'adhésion à N. Sarkozy se fonde sur plusieurs valeurs conservatrices (respect, autorité, mérite, ordre) et économiques (réforme du marché du travail, retrait du rôle de l'Etat dans l'économie,...). Sous l'angle de la sociologie électorale, cette double adhésion transforme les grilles de lecture anciennes car elle suscite de nouvelles attitudes électorales. La droite a disposé d'un soutien massif auprès des catégories socioprofessionnelles indépendantes, libérales, agricoles, et des retraités. Mais dans le même temps, S. Royal n'a pas réussi à devancer significativement N. Sarkozy auprès des catégories intermédiaire et ouvrière. C'est pourquoi, la leçon de ce scrutin est claire. Si le nouveau président élu réalise ses engagements, la gauche aura perdu le monopole de l'espoir et du changement social.